

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Encore une fois le préjugé anarcho-syndicaliste (*Léon Trotsky*). — Un aperçu de Marx sur le développement économique en Russie (*Karl Marx*). — Vorovsky (*Karl Radek*). — A propos du programme : Eroulement ou décadence ? (*André Merlay*). — Aux soldats libérés (*Le Comité directeur du Parti Communiste*). — A propos de l'article de Riazanov (*Robert Louzon*). — Variations sur le change (*Mar-*

cel Ollivier). — L'évolution capitaliste (*G.-H. Martin*). — Extension du consortium Otto Wolff. — Sur le congrès socialiste italien (*Edmondo Peluso*). — Les forces syndicales d'à présent (*A. Lozovsky*). — René Marchand. — Les responsables du crime de Lausanne (*L. I. C. et P. I. S. R.*). — La prochaine session de l'Exécutif élargi (*Aloïs Neurath*). — Bibliothèque Communiste.

Encore une fois le préjugé anarcho-syndicaliste

RÉPONSE A LOUZON

Le nouvel article de Louzon est encore plus plein d'erreurs que les précédents, quoique, cette fois, il déplace complètement le centre de gravité de son argumentation.

Dans ses articles précédents, Louzon partait de cette abstraction que les syndicats sont « la classe ouvrière elle-même ». Dans ma réponse, je lui ai demandé s'il écrivait en France ou dans Sirius ? Dans sa réplique, Louzon abandonne le sol mouvant des lois universelles et s'efforce de se mettre sur le terrain national du syndicalisme français. Oui, dit-il, en effet, les syndicats français ne sont pas la classe ouvrière elle-même, mais seulement la minorité active de la classe ouvrière. Oui, reconnaît-il, c'est là, en somme, une espèce de parti révolutionnaire. Mais, par contre, ce parti syndicaliste se distingue par un effectif purement prolétarien, et c'est son immense supériorité sur le Parti communiste. Il en a encore une autre : le parti syndicaliste nie catégoriquement les institutions de l'Etat bourgeois, il « ne reconnaît pas » la démocratie et par suite ne participe pas à la lutte parlementaire.

Louzon ne se lasse pas, maintenant, de répéter qu'il parle des particularités du mouvement français et seulement de ce mouvement. Louzon, qui avait commencé par de vastes généralisations et transformé, en passant, Marx en

syndicaliste, laisse maintenant de côté l'Angleterre, la Russie, l'Allemagne. Il ne répond rien à la question dans laquelle nous lui demandions pourquoi il appartient lui-même avec le petit Parti communiste britannique à la III^e Internationale, et non, avec les Trade-Unions et le Labour Party qui s'appuie sur elles, à l'Internationale d'Amsterdam et à la II^e Internationale. Louzon a commencé par une loi *supra-historique* pour tous les pays, et finit en réclamant une loi d'*exception* pour la France. Sous ce nouvel aspect, la théorie de Louzon a un caractère purement national. Bien plus, elle exclut au fond la possibilité de l'Internationale : peut-il, en effet, être question d'une tactique commune, si l'homogénéité, prémisses fondamentales de cette tactique, fait défaut ? Et il est difficile de comprendre pourquoi Louzon appartient à l'Internationale Communiste. Il n'est pas plus aisé d'ailleurs de deviner pourquoi il appartient au Parti communiste français, du moment qu'il y a à côté un autre parti qui a tous les avantages du Parti communiste, sans en avoir les défauts.

Mais Louzon, qui a quitté le terrain international pour le terrain national, élude obstinément la question « nationale » que nous lui avons posée dans notre dernier article : comment juger le rôle de la Confédération Générale du Travail pendant la guerre ? Le rôle de

Jouhaux n'a été ni moins traître, ni moins honteux que celui de Renaudel. La seule différence est que le Parti social-patriote avait érigé ses vues et ses actes en système, alors que les syndicalistes patriotes agissaient empiriquement et couvraient leur trahison de lamentables et sottes improvisations. On peut dire que, dans cette œuvre de trahison patriotique le Parti socialiste organisé a manifesté sa supériorité sur le Parti syndicaliste organisé seulement à moitié. En somme, Jouhaux se traînait à la remorque de Renaudel.

Quelle est la situation, maintenant ? Louzon veut-il la fusion des deux Confédérations du Travail ? Nous la voulons. L'Internationale la considère comme nécessaire. Que même, lors de la fusion, Jouhaux se trouve en majorité, nous n'en serons nullement épouvantés. Certes, dans ce cas nous ne dirions pas, comme le fait Louzon, que le syndicalisme, même dirigé par Jouhaux, Dumoulin, Merrheim et consorts, est la forme la plus pure de l'organisation prolétarienne, qu'il personnifie « la classe ouvrière elle-même », etc..., parce que parler ainsi serait se moquer de la réalité. Mais nous considérerions comme un gain important pour la révolution la création d'une organisation syndicale plus large, c'est-à-dire le groupement solide de masses prolétariennes plus nombreuses, offrant un champ plus vaste à la lutte pour les idées et la tactique du communisme. Mais pour cela, il faut avant tout que les idées et la tactique du communisme ne soient pas en l'air, qu'elles soient organisées en un parti. Quant à Louzon, quoiqu'il ne pousse pas sa pensée à bout, ce qu'il veut, en somme, c'est remplacer le parti par l'organisation syndicale d'une « minorité d'action ». Mais il aurait alors un succédané de parti et un succédané de syndicat, car les syndicats comme il les veut, sont trop amorphes pour jouer le rôle d'un parti et trop peu nombreux pour jouer le rôle syndical.

Lorsqu'il déclare que les syndicats ne se souillent pas par la participation aux organes de la démocratie bourgeoise, ce raisonnement est un simple écho, dénué de sérieux, de l'anarchisme. En fin de compte, la majorité des ouvriers organisés dans la C.G.T.U. votera aux élections pour les communistes (espérons, en tout cas, que Louzon lui-même, membre du Parti communiste, les y exhortera), tandis que les membres de la Confédération jaune donneront pour la plupart leurs voix au parti Blum-Renaudel. Le syndicat, en tant que forme d'organisation, n'est pas destiné à la lutte parlementaire, mais les ouvriers organisés dans ce syndicat n'en auront pas moins leurs députés. Nous n'avons là qu'une division du travail dans une seule et même classe. Ou peut-être ce qui se passe au Parlement est-il

indifférent aux ouvriers français ? Ce n'est pas l'avis des ouvriers. Maintes fois les syndicats ont réagi et réagiront contre les travaux législatifs du Parlement. S'il y a à la Chambre des députés communistes travaillant la main dans la main avec les syndicats révolutionnaires contre les violences et les filouteries de la « démocratie » impérialiste, c'est tant mieux pour nous et non pas tant pis. La « tradition » française dit que les députés trahissent ? Mais c'est précisément pour en finir avec certaines traditions que le Parti communiste a été créé. Si ses députés s'avisent de dévier de la ligne prolétarienne, le Parti les rejetterait de son sein. Notre parti français a appris à le faire, et il n'y a aucune raison de ne pas lui faire confiance.

Mais, se plaint Louzon, le Parti renferme un grand nombre d'intellectuels petits-bourgeois. Très vrai. Mais le IV^e Congrès de l'Internationale Communiste a pris, à ce sujet, certaines décisions qui déjà ne sont pas restées sans résultats. Il faut continuer à renforcer l'effectif prolétarien du Parti. Ce n'est pas avec la métaphysique syndicale contradictoire de Louzon qu'on y arrivera, mais par la propagande systématique des idées du Parti sur le secteur syndical, c'est-à-dire sur le secteur principal, ainsi que sur tous les autres secteurs de la lutte prolétarienne. Maintenant déjà le Comité directeur compte pas mal d'ouvriers. Cela se sentira dans l'ensemble du Parti. Il en sera de même, conformément aux décisions du IV^e Congrès, aux élections législatives et municipales. De la sorte, le Parti conquerra la confiance du prolétariat révolutionnaire. Il manquera donc de moins en moins de prolétaires actifs et capables pour occuper les postes révolutionnaires les plus importants et les plus influents. Je crains fort que les vues de Louzon ne soient un obstacle à cette évolution éminemment progressive de l'avant-garde de la classe ouvrière française. Mais je ne doute point que le communisme triomphera encore de cet obstacle.

L. TROTSKY.

La révolution est une dure bataille, mais je ne désespère pas de son issue. Par leurs héroïques et admirables réalisations dans le passé, les travailleurs russes inspirent confiance pour l'avenir. Bien que l'opinion générale le prétendit impossible, ils ont résolu le problème politique d'organiser et de contrôler le gouvernement en face des plus grandes difficultés et ils ont résolu le problème militaire en constituant une puissante armée et en chassant leurs nombreux ennemis. Ils résoudront aussi le gigantesque problème économique. C'est ma conviction que la Révolution russe vivra et accomplira la grande tâche de mettre debout la première communauté libre du monde.

Wm. Z. FOSTER.

Un aperçu de Marx sur le développement économique en Russie

NOTICE. — La première traduction qui ait été faite du Capital de Karl Marx en une langue étrangère fut une traduction russe, œuvre de cet Hermann Lopatine, qui restera l'une des plus hautes, des plus intelligentes figures de la grande génération de la Narodnaïa Volia. Elle obtint un succès des plus vifs, aussi bien parmi la jeunesse ardente des écoles que dans le petit monde fermé de l'intelligenza. Economistes et historiens s'emparèrent avec avidité des théories de Capital, les tournant et les retournant sous toutes leurs faces, pour en tirer parfois les conclusions les plus contradictoires.

Et bientôt (à partir de 1875), une polémique se déroula dans les revues scientifiques. Le fond de cette polémique était à peu près celui-ci : la Russie — on sait combien la Russie était alors différente, dans sa structure sociale et dans son développement historique, des nations occidentales où Marx avait puisé la matière de ses théories, et aussi de ses vues d'avenir — la Russie devait-elle passer, elle aussi, par toutes les tortures de l'accumulation capitaliste qu'avaient subies l'Angleterre et la France, et par lesquelles était en train de passer l'Allemagne ? Autrement dit, la commune rurale russe, le mir, — ce si curieux vestige de l'ancienne propriété commune du sol, — serait-elle détruite pour faire place au régime qui a prévalu partout ailleurs et qui a fondé, sur l'expropriation plus ou moins violente des paysans propriétaires, la moderne propriété capitaliste ?

On voit quel était, en somme, le problème. Il s'est posé à maintes reprises en Russie, depuis environ cinquante ans. Il peut, en d'autres termes, se formuler ainsi : l'évolution décrite par Marx, dans la 8^e et dernière section (« L'Accumulation capitaliste ») de son livre immortel, est-elle une évolution fatale, impérieuse, qui, s'étant produite une fois, se répétera infailliblement dans tous les pays et dans tous les temps, dès que s'y sera introduit, insidieux et cruel, le Capital marchand ?

Le célèbre publiciste russe Nicolas Mikhaïlovsky (mort en 1904), qui, sans participer personnellement à la lutte politique, fut longtemps en Russie le chef de ce qu'on pourrait nommer l'extrême-gauche intellectuelle et dont les sympathies pour les révolutionnaires actifs étaient unanimement connues, — écrit un article (« Karl Marx devant le tribunal de M. Joukovsky »), dans lequel il tentait de montrer que Marx, dans le Capital, avait donné beaucoup plus qu'une esquisse du développement économique et social des pays passés au capitalisme : il avait donné, selon Nicolas Mikhaïlovsky, toute une philosophie de l'histoire — « toute une théorie historico-philosophique » — valable pour tous les temps, applicable à tous les pays.

Et Mikhaïlovsky tirait de cet aperçu les conclusions suivantes (que devaient reprendre en substance, vingt ou vingt-cinq ans plus tard, les renégats en herbe, à la manière de Pierre Strouwe, qui ne craignirent pas de lancer ce qu'ils appelèrent le marxisme légal, n'osant l'appeler, de son vrai nom, le marxisme contre-révolutionnaire :

— Si tous les pays, disait Mikhaïlovsky, doivent infailliblement passer par le régime capitaliste, alors, tout marxiste russe doit participer individuellement au processus social qui tend, inéluctablement, à faire succéder la propriété capitaliste aussi bien à l'antique propriété féodale qu'à la non moins antique petite propriété personnelle ; il doit participer au processus qui tend, inéluctablement, à séparer partout les producteurs de leurs moyens de production, à instaurer partout, sur les ruines du travail libre, le travail salarié ; ce qui n'empêchera pas ce même marxiste russe d'avoir pour idéal intime et plus ou moins secret la propriété commune, puisque celle-ci doit succéder un jour à la propriété capitaliste non moins infailliblement que la propriété capitaliste a succédé, dans le passé, à la grande propriété féodale et à la petite propriété personnelle...

Cet article de Nicolas Mikhaïlovsky procura à Karl Marx l'occasion de rédiger (en français) la réponse suivante, destinée, dans la pensée de son auteur, à la revue où avait paru l'article de Mikhaïlovsky. Mais, pour des raisons ignorées, la réponse de Marx ne fut point envoyée et resta dans les cartons de l'auteur, où son exécuteur testamentaire (Engels) la retrouva après sa mort. Elle fut alors publiée, en 1888, dans le Moniteur juridique de Saint-Petersbourg.

Elle fut republiée quelques années plus tard par le célèbre économiste russe Nicolas-On (Danielson), dans son Histoire (traduite en français en 1902) du Développement économique de la Russie depuis l'affranchissement des serfs (1).

L'intérêt de cette réponse est de montrer combien Marx savait se garder des vastes généralisations théoriques où se complaisent trop facilement même de grands esprits, combien il s'efforçait à n'être qu'un observateur consciencieux des faits historiques. Elle contient une bonne et appréciable leçon d'interprétation matérialiste de l'histoire, dont tout apprenti marxiste s'inspirera avec profit. Il n'y a pas plus en histoire de lois absolues qu'il n'y a de lois éternelles ; c'est l'homme — ou plutôt la classe — qui fait sa propre histoire ; seulement, il ne la fait pas en toute indépendance matérielle et morale : il la fait avec des matériaux donnés, dans des circonstances données, — avec des matériaux et dans des circonstances qui l'ont fait lui-même, en partie, ce qu'il est.

Quant à la question — qui fut jadis, elle aussi, largement controversée en Russie et ailleurs — de savoir si la commune rurale russe pourrait devenir le point de départ d'une évolution directe vers « une forme communiste supérieure de la propriété foncière, ou bien si elle doit suivre d'abord le même processus de dissolution qu'elle a subi dans le développement historique de l'Occident » — quant à cette question, elle est d'un ordre différent, encore qu'elle soit liée à celle qui nous occupe ici. On sait comment Marx et Engels la résolurent en 1882, dans leur préface à la seconde

(1) En vente à la Librairie de l'Humanité (24 francs). Le Mouvement Socialiste (24 mai 1902) le reproduit également, mais avec d'innombrables coquilles.

traduction russe (œuvre de Vera Zassoulitch) du Manifeste Communiste :

La seule réponse qu'on puisse faire aujourd'hui à cette question est la suivante : si la Révolution russe donne le signal d'une révolution ouvrière en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une révolution communiste.

Mais, encore une fois, c'est là une autre question.

Amédée DUNOIS.

I. — L'auteur de l'article : « Karl Marx devant le tribunal de M. Joukovsky », est évidemment un homme d'esprit, et s'il eût trouvé, dans mon exposé de *l'accumulation primitive*, un seul passage à l'appui de ses conclusions, il l'aurait cité. A défaut d'un tel passage, il se voit obligé de s'emparer d'un hors-d'œuvre, d'une sortie polémique contre un « belletriste » russe, imprimée dans l'appendice de la première édition allemande du *Capital*. Qu'est-ce que je reproche là à cet écrivain ? Qu'il a découvert le « communisme russe », non en Russie, mais dans le livre de Haxthausen, conseiller du gouvernement prussien, et qu'entre ses mains la commune russe ne sert que d'argument pour prouver que la vieille Europe pourrie doit être régénérée par la victoire du panslavisme. Mon appréciation de cet écrivain peut être juste, elle peut être fautive, mais en aucun cas, elle ne saurait prêter la clef de mes vues sur les efforts « que font les Russes afin de trouver pour leur patrie une voie de développement différente de celle que l'Europe occidentale a suivie et suit ».

Dans la post-face de la deuxième édition du *Capital* (1), je parle d'un « grand savant et critique russe » avec la haute considération qu'il mérite. Celui-ci a traité, dans des articles remarquables, la question : si la Russie doit commencer par détruire, comme le veulent les économistes libéraux, la commune rurale pour passer au régime capitaliste, ou si, au contraire, elle peut, sans éprouver les tortures de ce régime, s'en approprier tous les fruits en développant ses propres données historiques. Il se prononce dans le sens de la dernière solution. Et mon honorable critique aurait été au moins aussi fondé à inférer de ma considération pour ce grand savant et critique russe que je partageais ses vues sur cette question, qu'à conclure de ma polémique contre le « belletriste » et panslaviste russe que je les rejetais.

Enfin, comme je n'aime pas laisser « quelque chose à deviner », je parlerai sans ambages. Pour pouvoir juger en connaissance de cause du développement économique de la Russie contemporaine, j'ai appris le russe, et puis étudié, pendant de longues années, les publications officielles et autres ayant rapport à ce sujet.

Je suis arrivé à ce résultat : si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861 (2), elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple pour subir toutes (3) les péripéties du régime capitaliste.

II. — Dans le chapitre sur *l'accumulation primitive*, je ne prétends que tracer la voie par laquelle, dans l'Europe occidentale, l'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre écono-

mique féodal. Il suit donc le mouvement qui fit divorcer le producteur de ces moyens de production, transformant le premier en salarié (*prolétaire* dans le sens moderne du mot), et les derniers en capital. Dans cette histoire, « toute révolution fait époque, qui sert de levier à l'avancement de la classe capitaliste en voie de formation. Mais la base de l'évolution, c'est l'expropriation des cultivateurs ». A la fin du chapitre, je traite de la tendance historique de l'accumulation capitaliste, et j'affirme que son dernier mot, c'est la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale. Je n'en fournis aucune preuve à cet endroit, pour la bonne raison que cette affirmation elle-même n'est que le résumé sommaire de longs développements antérieurement donnés dans les chapitres sur la production capitaliste.

Maintenant, quelle application à la Russie mon critique pouvait-il tirer de mon esquisse historique ? Seulement celle-ci : si la Russie tente de devenir une nation capitaliste, à l'instar des nations de l'Europe occidentale, et pendant les dernières années elle s'est donnée beaucoup de mal en ce sens, elle n'y réussira pas sans avoir préalablement transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires ; et après cela, amenée une fois au giron du régime capitaliste, elle en subira les lois impitoyables, comme d'autres nations profanes. Mais c'est trop peu pour mon critique. Il lui faut absolument métamorphoser mon esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale en une théorie historico-philosophique de la marche générale, fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés, pour arriver, en dernier lieu, à cette formation économique, qui assura, avec le plus grand essor du pouvoir productif du travail social le développement le plus intégral de l'homme. Mais je lui demande pardon. C'est me faire en même temps trop d'honneur et trop de honte. Prenons un exemple. En différents endroits du *Capital*, j'ai fait allusion au destin qui atteignit les plébéiens de l'ancienne Rome.

C'était originairement des paysans libres cultivant, chacun pour son compte, leur propre parcelle. Dans le cours de l'histoire romaine, ils furent expropriés. Le même mouvement qui les sépara d'avec leurs moyens de production et de subsistance, impliqua non seulement la formation de grandes propriétés foncières, mais encore celle de grands capitaux monétaires. Ainsi, un beau matin, il y avait, d'un côté, des hommes libres dénués de tout, sauf de leur force de travail, et de l'autre, pour exploiter ce travail, les détenteurs de toutes richesses acquises. Qu'est-ce qui arriva ? Les prolétaires romains devinrent non des travailleurs salariés, mais des *mobs* fainéants, plus abjects que les ci-devant *poor whites* des pays moridiens des Etats-Unis ; et à leur côté, se développa un mode de production non capitaliste, mais esclavagiste. Donc, des événements d'une analogie frappante, mais se passant dans des milieux historiques différents, amenèrent des résultats tout à fait disparates.

En étudiant chacune de ces évolutions à part, en les comparant ensuite, l'on trouvera facilement la clef de ces phénomènes, mais on n'y arrivera jamais avec le passe-partout d'une théorie historico-philosophique, dont la suprême vertu consiste à être supra-historique.

Karl MARX.

(1) La première édition allemande du *Capital* est de 1867 ; la deuxième édition de 1873.

(2) 1861 : abolition du servage.

(3) Il faut lire évidemment : « Pour ne pas subir. »

VOROVSKY

Vatslav Vorovsky avait milité au sein du prolétariat international pendant 30 ans. Tout jeune polytechnicien il avait appris, en même temps que la construction des machines et que les lois de la technique, grâce auxquelles le capitalisme domine le monde, les lois du combat des hommes broyés par la machine, les lois de la lutte des classes, grâce auxquelles le monde du travail brisera les chaînes du capitalisme. Vorovsky unit de bonne heure à la clarté du savoir du mathématicien-technicien, à la sérénité d'esprit du naturaliste pénétré du sens des lois éternelles, la volonté et la fermeté de convictions du militant prolétarien qui sait quel doit être l'avenir et sert la cause de l'avenir.

Vatslav Vorovsky ne s'était pas contenté de l'étude théorique du socialisme. Il fut dans les années 1890 et suivantes un des premiers organisateurs des groupements clandestins de la jeune classe ouvrière russe. Bien avant la révolution de 1905 il avait passé par la prison et par l'exil et perdu sa santé dans les affreuses cellules de la Maison Centrale d'Orel. Mais aussi, bien avant la révolution, le Parti lui avait-il confié ses premiers postes responsables. Avec Lénine, Vorovsky rédigea le premier organe bolchevik, le *Prolétaire*. Pendant la première révolution (1905) Vorovsky accomplit, sur mandat du Parti, d'importants travaux politiques. L'admirable clarté de son esprit et sa grande sérénité intérieure le rendaient capable d'écrire au nom du Parti dans une langue simple et persuasive.

Après la première révolution, après les grandes défaites de 1907 ce furent les années de prison, d'exil, de peine, de luttes nouvelles, pour le pain quotidien de la famille du révolutionnaire. Des milliers d'intellectuels quittaient en ces sombres années le prolétariat. Vorovsky lui resta fidèle.

Puis ce fut la guerre mondiale. Les leaders de la socialdémocratie brûlèrent partout ce qu'ils avaient adoré la veille, prostituèrent le drapeau du socialisme, sacrifièrent aux idoles sanglantes de la défense nationale. Vorovsky, ingénieur à Stockholm, offrit aux camarades qui n'avaient point trahi l'internationalisme ouvrier d'assurer la liaison avec la Russie. A partir de la révolution de février-mars, il appartint à la Délégation étrangère du Comité central du Parti Communiste russe. Le gouvernement Kerensky cherchait naturellement à empêcher la liaison entre notre Délégation étrangère et le Parti. Kerensky alla jusqu'à interdire l'envoi à l'étranger de notre organe paraissant légalement en Russie. Rédacteur du service de la presse des bolcheviks à l'étranger et de la revue du Parti destinée à l'étranger, il m'arriva souvent de devoir poursuivre seul mon travail sans connaître les directives du Comité Central, et, dans ces moments-là, le calme, le raisonnable, le sûr et clairvoyant Vorovsky me fut le collaborateur le plus précieux. Ses articles, parus en 1917 dans le *Messageur de la Révolution russe* (en allemand) révèlent même dans une langue étrangère un penseur doublé d'un écrivain remarquable.

La Révolution d'Octobre fit de Vorovsky le premier représentant diplomatique des soviets. Ils'acquitta de sa tâche en Suède avec un grand tact et une fermeté parfaite. Il sut toujours faire ressortir que la Russie des soviets n'est pas un Etat parmi d'autres Etats mais le premier Etat prolétarien.

Au début de l'intervention, les vassaux de l'Entente assaillant la Russie, les Etats neutres rompant, sous la pression de l'Entente, les relations avec elle, Vorovsky revint à Moscou où il dirigea jusqu'en 1921 la Librairie de l'Etat. En ces années de luttes incessantes et d'âpre misère, où l'on manquait de tout, Vorovsky connut lui aussi bien des privations, vécut lui aussi dans un logement sans chauffage, mais ne perdit jamais ni sa confiance en la révolution ni cette ironie qui lui était, parmi toutes les difficultés, d'un si grand secours. Devant la mort même elle ne le quittait pas. Il opposait son esprit narquois au destin. Comme je le visitais, naguère, après qu'il eut surmonté le typhus, je le trouvai gravement atteint encore, sur la couche qui avait failli être sa dernière couche. La petite flamme spirituelle de toujours était dans ses yeux et il me demanda : « Allez-vous me nommer représentant des soviets dans l'autre monde ? »

Il alla représenter les soviets à Rome. Objet dès le premier jour de la haine du fascisme, il n'en fut point intimidé. A la victoire même de Mussolini, alors que sa vie parut directement menacée, l'idée de quitter son poste ne lui vint pas. A la conférence de Gênes, puis à celle de Lausanne, il mit une fois de plus ses vastes connaissances et son jugement perspicace au service du prolétariat russe.

Vatslav Vorovsky est tombé victime de la nouvelle agression du monde capitaliste contre la Russie des soviets, dirigée cette fois par les négriers anglais. A Gênes, la Russie des soviets a refusé de livrer le travail russe au capital étranger et d'abdiquer les conquêtes d'octobre. Malheur à elle !

A Lausanne la Russie des soviets a osé prendre la défense des peuples de l'Orient asservis depuis des siècles. Elle a osé dire aux esclavagistes anglais : « Depuis des siècles vous avez spolié et opprimé les peuples innombrables de l'Orient. Mais votre empire n'est pas éternel. Les ouvriers et les paysans de Russie vous jettent le défi. Ils servent la cause du prolétariat international et des masses opprimées de l'Orient qui, lorsqu'elles se lèveront, renverseront tout votre édifice ! »

Malheur à la Russie Rouge !

Lord Curzon voulait montrer aux peuples de l'Orient que ceux qui se permettent de prendre leur défense seront eux-mêmes traités en parias. La Délégation russe à Lausanne se vit infliger affront sur affront pour que les Persans, les Turcs, les Arabes comprissent qu'il fallait se courber sous la trique.

A la deuxième conférence de Lausanne lord Curzon s'évertua à fermer la porte aux Russes. La propagande antirusse du gouvernement anglais commençait au même moment. La contre-révolution russe recevait de nouveaux subsides (le budget anglais se solde cette année par un actif). Tous les aventuriers de la réaction flairèrent de nouvelles équipées. Les petits Etats vassaux de l'Entente se préparaient à rompre avec la Russie pour ne pas déplaire à lord Curzon. Le gouvernement des chocolatiers et des fromagers suisses s'abstint de veiller à la sûreté de la Délégation russe puisque celle-ci ne figurait pas sur les listes de clients de lord Curzon. M. Motta, directeur du département politique de leur gouvernement fédéral devait pourtant savoir que la vie de Vorovsky était

en danger : tous les journalistes de Lausanne le savaient.

Le 8 mai le correspondant du *Times* à Lausanne, télégraphiait à son journal que les fascistes suisses ne dissimulaient pas à la presse leurs préparatifs d'attentat contre Vorovsky, que la police le savait et qu'un malheur pouvait arriver si elle n'intervenait pas. Mais M. Motta et ses mouchards attendaient que Vorovsky écrivit en toutes lettres : « Je ne veux être assassiné ni à titre privé ni à titre officiel. » Et comme le représentant de 150.000.000 de travailleurs russes gardait dans le danger un fier silence, pensant que ce n'était pas à lui de réclamer la protection d'un Etat qui avait visé son passeport diplomatique, qu'on ne pouvait pas rappeler à cet Etat d'aussi élémentaires devoirs, M. Motta le laissa assassiner. Les misérables qui prétendent représenter le libre peuple suisse ont eu l'impudence, après sa mort, de prodiguer des condoléances. Les représentants des grandes puissances chrétiennes réunis pour asservir l'Orient se sont tus.

Les travailleurs d'Europe, auxquels on a essayé d'inoculer l'horreur de la terreur rouge, auxquels

on a sans cesse demandé de l'humanité répondront maintenant aux diplomates de Lausanne :

— Merci, messieurs, pour la sanglante leçon ! Elle est comprise. Vous nous avez prouvé qu'entre le prolétariat et ses exploitateurs il n'y a d'autres lois que celles de la guerre !

La dépouille mortelle de Vorovsky traverse l'Europe. Elle traversera la Russie. Devant elle nous demandons et nous demanderons aux travailleurs russes : — Consentirez-vous à être traités en parias ? — et aux travailleurs d'Europe : Laissez-vous la canaille capitaliste égorger les représentants du premier Etat ouvrier ? — Et déjà nous savons leur réponse.

En Russie, tout un peuple au travail, organisé en Etat, suivra la dépouille de l'assassiné, tout un peuple et toute une armée dont les canons peuvent répondre aux canons de la bourgeoisie, dont les drapeaux ont maintes fois déjà été salués par la victoire. — Dans les villes d'Europe, autre armée grandissante, le prolétariat l'a suivie, trop faible encore pour prendre le pouvoir — mais prêt à agir demain si ses ennemis le mettent en demeure de vaincre ou de périr. **Karl RADEK.**

A PROPOS DU PROGRAMME

Ecroulement ou Décadence ?

Nous assistons, en ce moment, à une polémique très intéressante qui met aux prises, dans les colonnes de la *Vie Ouvrière*, nos camarades Robert Louzon et Marcel Ollivier, sur le sujet suivant : le capitalisme est-il en progression ou en décadence ? accumule-t-il ou, au contraire, désaccumule-t-il ? La chute du capitalisme est-elle non seulement possible, mais est-elle aussi fatale ? On sent toute l'importance de ce problème pour notre Parti et son action.

Ollivier, en s'appuyant sur le livre célèbre de Rosa Luxemburg : *L'Accumulation du capital*, soutient que puisque le capitalisme vit, c'est signe qu'il accumule, l'accumulation étant la condition *sine qua non* de son existence et de son développement. Il accuse ceux qui ne sont pas d'accord avec lui de « donner une interprétation mécanique des faits ». Voici, au surplus, l'essentiel de son argumentation (*Vie Ouvrière* du 18 mai) :

... « *L'accumulation du capital est la condition même de ce développement* (du capital). Pourquoi ? Parce que le capitaliste A n'étant pas le seul à fabriquer des boutons, il se trouve avoir des concurrents sur le marché. La lutte est désormais engagée entre eux pour la conquête des clients. Celui qui vendra au meilleur marché l'emportera (en supposant, bien entendu, que la qualité des boutons reste la même pour tous). Mais comment A vendra-t-il à meilleur marché que ses concurrents ?

« En diminuant ses frais de production. Comment y parviendra-t-il ? En diminuant le salaire de ses ouvriers ? C'est bien tentant, et cela résoudrait tout de suite la difficulté, malheureusement, le salaire des ouvriers est déterminé par l'état du marché du travail, et A est incapable, tout seul, d'agir sur lui. En améliorant ses procédés de fabrication ? Mais cette amélioration a des limites et suppose d'ailleurs elle-même une augmentation

du capital. Il ne reste plus dès lors qu'une possibilité, c'est de produire en grand, ce qui aura pour résultat de diminuer les frais de la production. Mais cette production en grand suppose un outillage supérieur et une augmentation des forces productives vivantes, autrement dit des ouvriers. Pour résoudre ce problème, il faudra donc un capital supérieur à celui qui avait été employé la première fois. C'est une question de vie ou de mort pour A : s'il ne la résout pas, il disparaîtra économiquement. »

Donc, conclut Ollivier, puisque le capitalisme vit toujours, c'est que le processus d'accumulation se poursuit.

Comment expliquer alors que le capitalisme ne se soit point écroulé au moment de la guerre ? Il y a eu pourtant à ce moment *désaccumulation* du fait des destructions qu'elle a entraînées. Qu'on se reporte, par exemple, aux chiffres impressionnants que cite Trotsky dans la *Nouvelle Etape*, ou à ceux de Caillaux dans *Où va la France ? Où va l'Europe ?* Cette simple remarque fait voir que la question ne se pose pas d'une façon aussi « mécanique » que le croit Ollivier ; d'autres forces interviennent, que notre auteur a complètement négligées.

Si on reprend le raisonnement cité plus haut, on peut faire immédiatement les deux observations suivantes :

1° L'accumulation est nécessitée par le besoin de vaincre la concurrence. Les arguments d'Ollivier supposent donc essentiellement le libre jeu de la concurrence, l'absolue indépendance des industriels les uns vis-à-vis des autres. Est-ce ce qui se passe aujourd'hui ? Non ! Même là où la production et la vente ne sont pas officiellement cartellisées ou contrôlées par des organes dans le genre du Comité des Forges, du Comité des Houillères, du Comité de la Laine, du Comptoir Cotonnier

Français, etc., il y a des ententes tacites sur les prix entre vendeurs, qui préfèrent s'associer pour mieux piller le consommateur que se disputer. Il y a aussi le néo-protectionnisme, qui tend à limiter et même supprimer la concurrence dans certaines conditions. La guerre a donné une impulsion formidable à ces deux mouvements. Ainsi, le raisonnement cité plus haut pêche par la base ;

2° Olivier commet une autre erreur : il confond l'accumulation *privée* qu'effectue un capitaliste avec l'accumulation *sociale* opérée par le système social, pris dans son ensemble. Ces deux genres d'accumulation ne doivent pas se confondre nécessairement. L'enrichissement du capitaliste peut se faire non seulement par l'augmentation de la production totale de richesses, mais aussi par l'augmentation de la *part* qu'il prélève sur cette production totale. Ainsi, la quantité de marchandises peut diminuer dans l'ensemble de la société capitaliste, alors que la classe capitaliste et les capitalistes particuliers voient leurs disponibilités s'accroître dans une large mesure. Si le raisonnement de notre auteur était exact, la classe ouvrière et les classes moyennes devraient voir également leur niveau de vie s'élever en même temps que les bénéfices des capitalistes : or, il n'en est rien, contrairement à ce qui se passait en Europe avant la guerre, alors que nous assistions à une accumulation réelle. Les classes moyennes se prolifèrent de plus en plus, par suite notamment de la dépréciation de la monnaie et de l'élévation des droits de douane qui ruinent les propriétaires de revenus fixes ; et nous assistons d'autre part à une paupérisation systématique de la classe ouvrière par les impôts sur les salaires et les dépenses alimentaires, par les compressions et réductions opérées malgré des luttes héroïques, par le chômage qui diminue d'autant la part du prolétariat pris dans son ensemble, etc. On a pu dire, par exemple, que l'ouvrier allemand percevait 1/6 de son salaire effectif d'avant-guerre. Si la bourgeoisie ne lâche pas du lest, c'est avant tout *parce qu'elle ne le peut pas*. Et c'est de cela qu'elle périra.

Est-ce à dire que forcément le capitalisme qui, aujourd'hui, a cessé d'être un facteur de progrès, doit s'écrouler dès demain comme un château de cartes ? Pour le géologue, tout phénomène qui modifie profondément la structure du globe est un cataclysme : sous ce nom, il désigne également un mouvement comme celui qui a créé la chaîne des Alpes, et qui a duré de longs siècles, et une catastrophe soudaine comme celle de la Pointe-à-Pître en 1902. Ces deux faits d'allures différentes ont des causes semblables. De même, le capitalisme est historiquement condamné : il peut s'écrouler demain ; mais, d'autre part, il est, malgré tout, quoique profondément déchiré par des dissensions internes, encore riche et puissant : il a en main, sur les 5/6 du globe, cet atout formidable qu'est le pouvoir politique ; et si la classe ouvrière n'a pas l'énergie nécessaire, si elle écoute encore toutes les divagations agonisantes des eunuques et des impuissants de la démocratie radicale ou « socialiste », il peut encore quelque temps se survivre à lui-même. Dans ce cas, au lieu d'assister à un écroulement, nous assisterions à une décadence de la société semblable à celle dont est mort le monde antique, nous irions vers un nouveau Moyen Âge. Mais la période de liquidation du capitalisme est, dans les deux cas, ouverte. La tâche historique de l'Internationale Communiste est justement d'empêcher le mouvement ouvrier d'être entraîné dans cette déchéance, et celle du prolétariat de reprendre le gouvernail des mains de la bourgeoisie défaillante.

André MERLAY.

Aux Soldats libérés

Au moment où vous quittez le régiment, le Parti Communiste vous rappelle que par toute son action et notamment par la campagne menée dans son journal l'Humanité, il n'a cessé de défendre vos intérêts matériels et moraux alors que vous subissiez le dur esclavage militaire.

Le Parti Communiste seul a véhémentement élevé la voix pour protester contre la prolongation de votre maintien sous les drapeaux.

Il s'est de toutes ses forces opposé à votre envoi dans la Ruhr où généraux d'occupation et industriels allemands n'hésitent pas, en dressant les uns contre les autres les travailleurs français en uniforme et les travailleurs allemands en bourgeois, à vous entraîner dans de sanglantes tueries comme ce fut à Essen !

Le Parti Communiste souligne devant vous le caractère de classe de l'armée que vous venez de quitter et qui à l'extérieur comme à l'intérieur est, aux mains des gouvernements inféodés aux puissances capitalistes, un instrument de domination sur les travailleurs en vue de leur exploitation !

Le Parti Communiste est certain de ne pas faire appel en vain à votre conscience de classe. Il est persuadé que jamais vous ne consentirez à user de vos armes contre d'autres travailleurs en grève ou en révolution.

Le Comité Directeur du Parti Communiste.

A propos de l'article de Riazanov

Dans l'avant-dernier numéro du *Bulletin Communiste*, notre camarade Riazanov a publié un intéressant article sur *Marx et les Syndicats*, dans lequel est reproduit notamment, *in extenso*, un document important : la motion présentée par Marx sur les syndicats au Congrès de l'Internationale de 1866.

Un complément indispensable à l'étude de Riazanov suivit la publication de l'interview donnée par Marx sur le même sujet au *Volkstätt*, le journal de Liebknecht, en 1869.

La pensée de Marx se développait au fur et à mesure que se développait le mouvement ouvrier. Or, entre 1866 et 1869 s'est produit un événement capital dans l'histoire de la classe ouvrière : la formation et le développement des syndicats parisiens, de toutes ces organisations ouvrières de la fin de l'Empire, dont Varlin était l'âme et la rue de la Corderie le siège central.

Il est permis de supposer que c'est en songeant à ces organisations parisiennes, alors en pleine activité et dont il devait deux ans plus tard magnifier l'œuvre dans son rapport sur la Commune, que Marx a donné l'interview du *Volkstätt*.

De cette interview, nous n'avons en France que des extraits et qui ont passé par deux traductions successives. Il serait extrêmement utile que nos camarades allemands, qui sont à même de trouver la collection du *Volkstätt* dans les bibliothèques de Berlin ou de Leipzig, veuillent bien reproduire cet article dans la *Correspondance Internationale*.

Le mouvement syndicaliste révolutionnaire français du vingtième siècle est le fils direct du mouvement de la rue de la Corderie. Il en reproduit tous les traits essentiels. La publication de ce que Marx pensait de la rue de la Corderie serait d'un grand secours aux militants des deux pays pour comprendre la rue Grange-aux-Belles.

Robert LOUZON.

Variations sur le Change

C'est une règle de méthodologie courante qu'une théorie n'est justifiée que dans la mesure où elle est appuyée par les faits qu'elle se donne pour tâche d'expliquer. Il semble cependant que le camarade Louzon n'ait cure d'une règle aussi évidente.

Depuis quelques semaines, il nous a gratifiés d'une série d'articles fourmillant d'idées originales, mais auxquelles il ne manque que l'appui des faits pour être justes. C'est ainsi que nous avons eu successivement la thèse du contrôle de la métallurgie française par la finance anglaise ; celle de l'opposition de l'industrie de transformation, de nature pacifique, à l'industrie lourde, de nature guerrière ; celle de la désaccumulation du capital, racine du fascisme ; celle du renversement progressif du régime capitaliste par la hausse des salaires, etc., etc. Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

Dans l'*Humanité* du 30 avril (article intitulé : *Les variations du change*), Louzon nous gratifie d'une nouvelle théorie, plus « originale » encore que les précédentes, et d'après laquelle « les variations de valeur de l'unité monétaire sont uniquement une question de politique intérieure... », « un moyen d'opérer un déplacement des fortunes », l'Etat pouvant faire varier à son gré la valeur de la monnaie, « comme celle de tout produit monopolisé ».

Selon Louzon, la dépréciation de l'unité monétaire en France et en Allemagne a uniquement pour but de diminuer les dettes contractées pendant la guerre par le commerce et l'industrie. En faisant, par des mesures appropriées, hausser ou baisser la valeur du franc, l'Etat peut donc à volonté augmenter ou diminuer la charge des débiteurs envers leurs créanciers. Il peut à volonté favoriser la fortune acquise sur la fortune en formation. Il peut à volonté avantager les rentiers aux dépens des capitalistes agissants, industriels, commerçants, etc., ou avantager ceux-ci aux dépens des rentiers.

Ainsi donc, l'Etat peut à volonté hausser ou baisser la valeur de l'argent. Mais, s'il en est ainsi, on se demande pourquoi l'Etat aurait choisi la baisse. Car la baisse de la valeur de l'unité monétaire permet bien de réduire la dette intérieure, mais elle augmente la dette extérieure. En ramenant, au contraire, la valeur de l'argent au pair ou même au-dessus du pair — pourquoi pas ? puisque l'Etat, dit Louzon, peut à volonté hausser ou baisser la valeur du franc — on paierait non seulement la dette intérieure et extérieure, mais on deviendrait le pays le plus riche du monde. Louzon nous objectera qu'on s'interdirait ainsi toute exportation. Bien, mais l'argument ne vaut pas pour la Russie, dont les exportations sont minimes. Qu'attend donc la Russie pour amener son rouble à sa valeur-or ? Peut-être le gouvernement des Soviets ignore-t-il qu'il possède cette propriété remarquable de faire hausser ou baisser le rouble à son gré ?

C'est que le problème est, en effet, plus compliqué que ne l'imagine Louzon. Dire que l'Etat exerce une certaine influence sur le cours du change, c'est énoncer un fait incontestable, que personne ne songe à nier. Partir de cette constatation pour affirmer que les variations de valeur

de l'unité monétaire sont un phénomène politique et non pas économique, c'est oublier qu'il n'y a pas de séparation entre les phénomènes politiques et les phénomènes économiques, que tout phénomène économique acquiert forcément un caractère politique quand il atteint une certaine importance, et que l'Etat n'est pas seulement un organisme politique, mais aussi un organisme économique, doué de pouvoirs économiques extrêmement importants. Mais dire que l'Etat détermine arbitrairement la valeur de l'unité monétaire, c'est faire preuve d'une méconnaissance complète de la question.

Qu'est-ce que la monnaie ? C'est, d'une part, une marchandise, d'autre part, une mesure d'échange des valeurs. En tant que marchandise, sa valeur est déterminée par son coût de production et représente, par conséquent, une certaine quantité de travail. En tant que mesure des valeurs, elle sert à échanger entre elles des quantités égales de valeurs-travail, exprimées sous forme de prix. La masse totale de monnaie en circulation devra donc correspondre à la somme totale des prix des marchandises en circulation. Par conséquent, quand la valeur de l'argent baisse, le prix des marchandises augmente ; quand la valeur de l'argent augmente, le prix des marchandises diminue. De même, quand les prix des marchandises augmentent, la valeur de l'argent diminue, et quand ils diminuent, la valeur de l'argent augmente. Ainsi, la valeur de l'argent dépend, d'une part, de la quantité de monnaie en circulation, et, d'autre part, de la masse de marchandises en circulation. Son coût de production restant le même, elle varie selon que varient ces deux quantités (1).

Ceci étant dit, qu'est-ce que le papier-monnaie ? Rien d'autre que le signe, la représentation de l'or. L'or étant un simple moyen de circulation des marchandises, il n'est pas nécessaire qu'il soit effectivement présent aux opérations d'échange pour que ces opérations aient lieu. Il suffit qu'on ait un signe représentatif de la valeur des marchandises à échanger contre une valeur d'or équivalente. L'or pourra donc être remplacé par du papier-monnaie, dont le mouvement, dit Marx, « ne fait que refléter les lois du cours de la monnaie réelle ». Ainsi donc, pour pouvoir remplir sa fonction, « l'émission du papier-monnaie doit être proportionnée à la quantité d'or dont il est le symbole et qui devrait réellement circuler ». (*Capital*, tome I^{er}.)

Qu'arrive-t-il si l'émission de papier-monnaie n'est plus proportionnée à la quantité d'or qu'elle représente ? Ceci : c'est que, pour une quantité de billets accrue, la quantité de marchandises qu'ils doivent faire circuler restant la même, ils représenteront en réalité une valeur moindre que celle dont ils portent l'inscription. D'où dépréciation des billets de banque, *inflation fiduciaire*. Les billets de banque se déprécient proportionnellement aux quantités émises par rapport à la quantité d'or qui devrait réellement circuler, c'est-à-dire par rapport à la quantité de marchandises que cet or devrait faire circuler.

Mais quelle est la raison de ces émissions exa-

(1) Bien entendu, nous employons ici le mot argent dans son sens général de monnaie et non dans son sens particulier de métal précieux.

gérées de papier-monnaie, qui font descendre la valeur réelle des billets en circulation au-dessous de leur valeur nominale ? C'est le déficit du budget, qui oblige l'Etat à chercher dans les émissions les ressources nécessaires pour couvrir ses dépenses.

Par conséquent, la dépréciation intérieure de l'unité monétaire est déterminée par les émissions de papier-monnaie, provoquées par le déficit du budget, émissions dépassant elles-mêmes la quantité d'or nécessaire à la circulation des marchandises. Cette dépréciation est mesurée par la hausse des marchandises correspondante.

Mais cette dépréciation intérieure n'est pas la seule qui agisse sur la valeur de l'unité monétaire. Elle peut être aggravée ou corrigée par le cours du change. N'oublions pas, en effet, que l'unité monétaire de tous les pays a une valeur non seulement nationale, mais internationale, et, comme telle, est cotée sur toutes les Bourses du monde. C'est ce qu'on appelle *le cours du change*. De quoi dépend le cours du change ? De l'état de la balance générale des comptes, dont la balance commerciale n'est qu'une partie, à vrai dire la plus importante. Si la balance des comptes est active, c'est-à-dire si les créances l'emportent sur les dettes, le cours du change sera favorable. Si elle est *passive*, le cours du change sera défavorable. Mais, quelle que soit la différence que l'état, *passif* ou *actif*, de la balance générale des comptes apporte au cours du change, celui-ci devra refléter la dépréciation intérieure subie par l'unité monétaire en question dans son pays d'origine. L'état *passif* ou *actif* de la balance des comptes pourra aggraver ou corriger cette dépréciation intérieure, mais non la faire disparaître, sinon dans un nombre de cas si limité qu'on peut pratiquement ne pas en tenir compte. Dans la plupart des cas, au contraire, la dépréciation intérieure de l'unité monétaire, étant le signe d'une mauvaise situation économique et financière, s'accompagne d'une balance des comptes défavorable, les Etats ne faisant d'ordinaire appel à l'émission qu'après avoir épuisé toutes les ressources de l'emprunt, intérieur et extérieur.

Ainsi donc, les variations de valeur de l'unité monétaire sont en fonction : 1° de la valeur de l'unité monétaire sur le marché national ; 2° de sa valeur sur le marché international.

Dans quelle mesure l'Etat peut-il influencer sur cette valeur ?

1° En augmentant ou en restreignant les émissions ;

2° En favorisant les importations ou les exportations et, d'une façon générale, la sortie ou l'entrée des capitaux. Mais peut-il, comme l'affirme Louzon, élever ou abaisser à volonté la valeur de l'unité monétaire ? Certes non. Pour ce qui est des émissions, il semble, à première vue, qu'il peut augmenter indéfiniment la quantité de papier-monnaie en circulation. Mais ce n'est là qu'une apparence. L'augmentation du papier-monnaie en circulation et la dépréciation de l'unité monétaire qui en résulte provoquent de tels troubles dans la vie économique du pays où elles se produisent que les gouvernements n'y ont recours qu'à la toute dernière extrémité. Quant à la diminution par l'Etat de la quantité de papier-monnaie en circulation, en vue d'amener la déflation et la hausse de l'unité monétaire, elle suppose le rachat par l'Etat d'une partie du stock de papier en circulation et, par conséquent, de fortes disponibilités. Or, malgré toute la bonne volonté du monde, aucun Etat, sauf l'Angleterre et l'Amérique, n'est actuellement en

mesure de tirer de son budget les sommes nécessaires au rachat d'une partie quelconque du papier en circulation.

En ce qui concerne le cours du change, l'Etat ne peut agir sur lui qu'en influant sur la balance commerciale (et il ne peut le faire que dans des limites très restreintes, sous peine de désorganiser toute la vie économique du pays) et en augmentant ou en diminuant ses créances sur l'étranger, c'est-à-dire en achetant ou en vendant des *devises étrangères*. Acheter des devises étrangères est relativement facile (du point de vue théorique, bien entendu, car, en pratique, c'est une opération qui exige de fortes disponibilités étrangères et comporte des conséquences désavantageuses), mais en vendre est plus difficile. En effet, pour en vendre, il faut en avoir, et si on en vend, on s'appauvrit vis-à-vis de l'étranger, du fait qu'on liquide les créances qu'on a sur lui.

On voit donc qu'il est tout à fait faux de prétendre que l'Etat peut élever à volonté la valeur de l'unité monétaire et que les variations de la valeur de cette unité monétaire est une question de politique intérieure, l'inflation étant un instrument d'utilité politique tendant à restreindre la dette contractée par l'industrie et le commerce vis-à-vis des rentiers. Affirmer une pareille thèse, c'est méconnaître les questions financières. Louzon met en avant l'exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne, qui ont réussi toutes les deux, dans des conditions différentes, à élever le cours de leur change. Mais il oublie de dire que si l'Angleterre a su ramener, trois ans après la guerre, la livre sterling presque à son ancien cours, c'est que, grâce aux ressources tirées de son budget, elle fut en état de racheter une grande partie du papier en circulation et de s'engager dans la voie de l'amortissement de sa dette. En ce qui concerne l'Allemagne, il est vrai que le gouvernement allemand réussit à ramener de 50.000 à 20.000 marks le cours du dollar : mais ce ne fut qu'au prix de la vente par la Banque d'Etat allemande de 400 millions de marks-or de devises étrangères et d'un emprunt intérieur de 100 millions de marks-or émis à des conditions désastreuses. D'ailleurs, le gouvernement allemand ne réussit que pendant trois mois à maintenir le dollar à ce cours artificiel, de sorte qu'aujourd'hui le mark a repris sa course descendante. Louzon oublie également de dire que, tandis que le gouvernement allemand réussit à maintenir artificiellement le cours du mark à l'étranger, la dépréciation du mark se poursuivait à l'intérieur comme si de rien n'était. Ce qui ruine complètement la thèse de Louzon.

La conclusion à tirer de toute cette discussion est la suivante : c'est que la pensée abstraite est absolument insuffisante à saisir les phénomènes sociaux. La réalité sociale est réfractaire aux procédés des sciences mathématiques. Elle ne se laisse pas traiter à coups de théorèmes. Qui n'a pas compris cela n'a rien compris au marxisme. Ce n'est pas être marxiste que de bâtir à tort et à travers des théories soi-disant scientifiques, où tous les faits trouvent une explication économique qui, la plupart du temps, ne les explique pas. Etre marxiste, c'est s'efforcer d'appliquer le mouvement dialectique de la pensée au mouvement dialectique des choses, telles qu'elles sont données dans la réalité concrète et non déformées par la pensée abstraite, procédant *a priori*. Si nous avons réussi à faire comprendre cela à nos camarades, nous n'aurons pas écrit cet article en vain.

Marcel OLLIVIER.

L'Évolution capitaliste

La Guerre du Pétrole

Nous entrons dans l'âge du pétrole : la nation maîtresse des sources de pétrole du monde dominera le monde.

La *Standard Oil Company* (S.O.C.) américaine était propriétaire d'installations estimées à 3 milliards de shillings — où l'on travaille le plus souvent 12 heures par jour, ce qui rend évidemment de beaux bénéfices.

En 1922, certaines entreprises de S. O. C. ont donné des bénéfices variant entre 200 % et 800 %. On dit que sa politique se confond désormais avec celle du gouvernement des États-Unis. Elle est assez forte pour cela.

Sa concurrente anglaise, la *Royal Dutch Shell* (R.D.S.) compte, par contre, avec raison sur les flottes britanniques. Formellement, c'est un « trust étranger » pour l'Angleterre ; mais lorsqu'il absorba la *Mexican Eagle Oil Co* anglaise, le gouvernement britannique dut suspendre les effets de sa propre législation.

La *Standard Oil Co* et la *Royal Dutch Shell*, appuyées, l'une par le gouvernement des États-Unis, l'autre par celui de la Grande-Bretagne, se disputent les sources de pétrole dans le monde entier.

La France a d'abord essayé d'exclure ces trusts ; mais, trop faible, elle leur a ouvert ses portes, comptant tirer profit de leur compétition. La S.O.C., la R.D.S. et aussi l'*Anglo-Persian Oil Co*, par l'organe de leurs filiales, se sont donc disputé le pétrole français.

Le pétrole se vend en Belgique au-dessous du prix de revient : manœuvre de l'*Anglo-Persian*, qui défie toute concurrence.

Pendant la guerre, la politique orientale de M. Winston Churchill a consisté à procurer aux troupes anglaises des positions avantageuses en leur faisant occuper, au cours des hostilités, les « pays du Pétrole » en Rhodésie, Palestine, Turquie et au Caucase. M. Paxton Hibben, après avoir signalé dans l'*Industrial Digest* (1922) que les puits de pétrole de Bakou et de Grosny pouvaient avoir une production annuelle de 10 millions de tonnes, écrivait : « Lorsque le dernier coup de fusil eut été tiré, le 11 novembre 1918, les hommes perspicaces et préoccupés d'avenir aperçurent dans le monde trois champs de pétrole qu'on pouvait prendre : Mésopotamie, Perse, Russie, et un quatrième au sujet duquel il fallait négocier, parce qu'il était en pays allié : Roumanie ».

Les Britanniques occupèrent Bakou, mais n'y purent rester que peu de temps.

Denikine s'empara de Grosny et la presse anglaise salua sa victoire. Hélas ! elle ne fut pas durable non plus.

L'existence du pétrole en Russie centrale est connue. On pourrait en atteindre les sources par le nord. Les Britanniques occupèrent Arkangelsk et tendaient la main à Koltchak. Hélas !

Le dernier gouvernement blanc-russe, celui du Nord-Ouest, qui patronna le triste Youdenitch, a été appelé « le gouvernement du pétrole », parce qu'il était présidé par un grand pétrolier russe, M. Lianosov, créature de la politique anglaise.

M. Vanderlip soutint qu'il y avait du pétrole en Sibérie : les États-Unis, son pays, envoyèrent des troupes en Sibérie.

Par la guerre russo-japonaise, le Japon obtint cession de la partie sud de l'île de Sakhaline. Le

pétrole était dans la partie nord et au Kamtchatka ! Le Japon fit occuper, pendant les luttes de la Révolution russe, le nord de la Sakhaline. Trois sociétés pétrolières nippones y travaillent.

Le baron Wrangel, financé par la *Société Russo-Française pour l'Exploitation du Sud de la Russie et de la Crimée*, au capital de 12 millions de francs, poussa aussi sa pointe vers les pétroles, mais eut les reins cassés avant d'y arriver.

Les troupes américaines rappelées de Russie, MM. Silas Root, de la *Standard Oil*, et Bud Foster, de la *Maguire Petroleum Co*, retournèrent au Caucase blanc en qualité de membres de la Croix-Rouge.

Ni Denikine, ni Wrangel, ni les Anglais, ni les Américains, ni... la Croix-Rouge, n'ont pu empêcher les pétroles russes de rester propriété de la première République ouvrière.

Ils ont, pour cette raison, tenu une place d'honneur dans la haute politique et dans les conférences de paix.

Les Russes furent invités à Gênes, puis à La Haye, presque uniquement en raison des pétroles. L'Amérique avait décidé de ne point participer à ces conférences : mais deux représentants de la *Standard Oil* en suivirent les travaux. La *Dutch Shell* était bien représentée, elle aussi. Du côté anglais, d'ailleurs, l'industrie était, en outre, représentée par M. P. W. Robson (des fabricants de machines agricoles) et Leslie Urquardt (de la *Russo-Asiatic Consolidated*), l'ami de Koltchak. Les travailleurs anglais étaient absents. Tant vaut notre démocratie !

Les Compagnies pétrolières anglaises, françaises et belges qui, avant la guerre, exploitaient des concessions en Russie, essayèrent de faire bloc contre les Russes. Mais la *Royal Dutch* se mit à acheter les valeurs pétrolières de ses concurrents appauvris ; la *Standard Oil* envoya un négociateur à Moscou ; l'*American Barnsdall Corporation* exploite maintenant de nouvelles sources pour le compte du gouvernement des Soviets : la *Lucey Rex* fournit des machines à l'industrie pétrolière russe et la *Sinclair* (deux Sociétés également américaines) a obtenu des concessions à Sakhaline et au Kamtchatka.

Aux temps néfastes de la Conférence de Versailles, le petit peuple ruthène demandait l'indépendance (et n'y avait pas moins de droits, assurément, que l'Éthiopie). Mais un Comité international de pétroliers, présidé par M. Charles Perkins, insista sur l'impossibilité de couper la Galicie orientale de la Galicie occidentale, ce qui eût créé une frontière entre certains puits de pétrole et les raffineries. Les Ruthènes furent adjugés à la Pologne. Ils s'insurgent encore. En vain. La finance française est devenue toute-puissante dans l'industrie pétrolière polonaise, jusqu'à présent d'un mauvais rendement. Car on s'est plus préoccupé en Pologne de vendre des obligations que d'extraire du pétrole...

Un cri d'alarme retentit naguère dans toute l'Amérique : l'Angleterre s'empara des sources de pétrole du monde !

En effet, le gouvernement britannique contrôle l'*Anglo-Persian Oil* et on l'accuse, à diverses reprises, de se dissimuler derrière la *Royal Dutch Shell*. Les suspicions américaines avaient été accrues par l'activité de la *British Controlled Oilfields Limited*, lancée au Canada en 1919, et qui

a débuté en obtenant de vastes concessions de terres, surtout en Amérique du Sud. Son président, Sir Edgar Mackey, a prédit que, « dans une dizaine d'années, les Américains dépenseront mille millions de dollars par an en achats de pétroles anglais ». Une Commission d'enquête américaine se mit à l'œuvre. Le rapport du président Wilson constata que les Anglais excluaient systématiquement les étrangers de l'exploitation des gisements de pétrole dans l'Empire britannique et qu'ils s'efforçaient de mettre la main sur ceux des autres pays. Le gouvernement britannique n'a avoir les moindres intentions de monopole, vendit les valeurs de la *Dutch Shell* qu'il avait en portefeuille — pour stabiliser le change, fit-il expliquer — et déclara ne s'intéresser qu'à l'*Anglo-Persian* que pour assurer le ravitaillement en combustible de sa marine militaire. Une joute diplomatique s'engagea entre Lord Curzon et M. Colby. Les faux documents attribués à la reine Victoria et à Lord Salisbury y jouèrent un certain rôle.

Il n'y a pas de pétrole en Arménie. L'Angleterre, la France et les États-Unis ont tous les trois refusé le mandat qu'on leur offrait sur l'Arménie. Il y a du pétrole en Mésopotamie. La Grande-Bretagne a obtenu le mandat sur la Mésopotamie — et ce n'est pas pour elle un mince souci !

M. John Cadman nous apprend que le mécontentement des Arméniens, causé par la politique anglaise en Mésopotamie, se manifesta autour des concessions britanniques de pétrole de l'Amérique du Sud, qui furent bloquées ou annulées. — Une zone d'influence en Turquie avait été promise à la France. Elle devait comprendre Mossoul, mais il fut établi, dans une annexe de l'accord Sykes-Picot, que les « concessions pétrolifères anglaises d'avant-guerre y seraient respectées ».

A San Remo, M. Lloyd George expliqua aux Français que la *Turkish Petroleum Co* avait une concession datant d'avant-guerre. La France reçut les intérêts de la *Deutsche Bank* en Turquie (25 %), la *Royal Dutch* reçut également 25 %, l'*Anglo-Persian Oil* eut 50 %. M. Charles Greenway, président de l'*Anglo-Persian*, a pu dire — et nous le comprenons — que « Lloyd George était le plus grand des présidents du Conseil britannique ». L'accord de San Remo fut le premier accord international signé par deux grands pétroliers : John Cadman et P. Berthelot.

La *Royal Dutch* voulait collaborer avec la France dans les affaires de pétroles auxquelles celle-ci pouvait prétendre en vertu du traité de paix. L'émir Fayçal poussait vers la mer les troupes du général Gouraud, quand Lord Curzon proposa à la France de signer un contrat avec la *Royal Dutch*, pour avoir la paix en Syrie. M. Millerand accepta, Fayçal s'en alla régner sur l'Irak. La Grèce se chargea d'occuper Kemal pacha.

Les Américains se sont souvenus qu'ils avaient, eux aussi, en Turquie, une concession d'avant-guerre, obtenue par le contre-amiral Colby, M. Chester ; construction de chemins de fer et exploitations du sous-sol sur les réseaux construits. Une des lignes projetées passait dans la région de Mossoul, ce qu'autorisa les États-Unis à y demander une politique de portes ouvertes ». Un observateur américain suivit les travaux de Lausanne pendant que M. Untermyer soutenait les droits de « 22 princesses et princes ottomans sur les gisements de pétrole ». Les Grecs battus, Kemal pacha s'était senti les coudées franches. Il pouvait se retourner vers la Mésopotamie. On n'a pas oublié la profonde émotion en Angleterre, les rumeurs de guerre prochaine, l'appel de la Gran-

de-Bretagne à la solidarité des alliés, français et italiens, à Constantinople. Les alliés se déroberent. L'Angleterre se trouva en d'autant plus fâcheuse posture que le roi Fayçal lui demandait d'évacuer l'Irak. Et la Turquie ratifia la concession Chester.

La *Standard Oil* a aussi obtenu restitution de sa concession d'avant-guerre en Palestine.

La Perse, avant 1914, était divisée en deux zones d'influence : russe au nord (minerais), anglaise au sud (pétroles). Une zone centrale, assez pauvre, restait aux Persans. Mais on découvrait du pétrole dans la zone russe. Une *Société Russo-Persane des Pétroles* se fonda en 1917. Après la révolution, les bolcheviks rappelèrent les troupes russes de Perse, restituant le pays à ses habitants. Les troupes britanniques poussèrent alors vers le nord et, en 1920, la *North Persian Oil Limited*, au capital de 3 millions de livres, faisait son apparition, présidée par M. Charles Greenway, de l'*Anglo-Persian*. L'armée perse était dirigée avec l'aide d'officiers anglais ; le cabinet de Téhéran, anglophile, avait un conseiller financier anglais.

Une vigoureuse propagande antianglaise émanait, cependant, de la légation américaine de Téhéran. Il y eut des changements politiques. Le gouvernement de Téhéran finit par annuler la concession de la *North Persian*, « obtenue par des manœuvres illicites » — et qui échut à la *Standard Oil*. Le conseiller financier anglais auprès du gouvernement de l'Iran a été remplacé par un Américain, pétrolier d'ailleurs, M. Mills-paugh.

L'Italie s'est assurée des droits sur les gisements de pétrole de l'Albanie et la *Standard Oil* y avait obtenu une concession. Mais le gouvernement fasciste encourage la Coopérative des Corporations syndicales fascistes à exploiter elle-même les pétroles albanais.

L'Amérique du Sud paraît appelée à développer une importante production de pétrole. *Royal Dutch* et *Standard Oil* y travaillent toutes les deux.

Quelle sera l'issue de cette guerre mondiale du pétrole, qui a déjà coûté aux peuples de la Russie, de la Syrie, de la Turquie, de la Perse, du Mexique, des flots de sang et qui a été une des causes principales de la guerre mondiale de 1914-1918 ? Sir John Cadman, de l'*Anglo-Persian*, suggère qu'elle peut se terminer par une coopération anglo-américaine. Mais il est surtout soucieux d'aplanir les difficultés actuelles. Coopération dans le ravitaillement de deux marines marchandes et militaires rivales ? Les États capitalistes ne résoudreont pas de sitôt la contradiction étalée dans ces termes. — Nous pensons que, seuls, les travailleurs pourront éliminer les obstacles qui s'opposent, en régime capitaliste, à la coopération de tous les peuples dans la production d'un combustible qui leur est également nécessaire à tous.

G.-H. MARTIN.

Extension du Consortium Otto Wolff (1)

La lutte entre Stinnes et Rathenau, c'est-à-dire entre A. E. G. et *Siemens-Rhein-Elbe-Schuckert-Union*, a fait place à l'antagonisme Stinnes-Wolff. Ce dernier possède les *Reinische Stahlwerke*, les *Rheinische Metallwerke*, les *Acieries von den Zy-*

(1) Cette courte note, parue dans la « Journée Industrielle » du 12 mai, complète l'article (également paru dans la « Journée Industrielle ») que nous avons reproduit dans notre dernier numéro.

pen, Phœnix, et étend son influence jusque dans la navigation (*Roland-Argo-Linie*) et dans l'A.E.G., où il figure dans le Conseil d'administration et où il est devenu la principale force active depuis la mort de Rathenau.

Le consortium Otto Wolff s'est encore augmenté récemment en ce sens que la principale des mines libres allemandes, la *Harpener Bergbau*

A. G. à Bochum a conclu avec la *Phœnix* une communauté d'intérêts.

Une autre extension du consortium Wolff est en préparation : la *Roland-Argo-Linie* s'est associée avec la *Hamburg Amerika* pour fonder un nouveau service de vapeurs avec le Levant. Un groupement encore plus général se prépare aussi entre la *Hapag* et le *Norddeutscher Lloyd*.

Sur le Congrès socialiste italien

Par quatre fois de suite le parti socialiste italien a adhéré à la 3^e Internationale. C'est lui, en effet, qui fut le premier à reconnaître Moscou comme siège de l'unique Internationale révolutionnaire. C'était en 1919, à l'époque de la grande marée bolcheviste, et la poussée qui venait d'en bas entraînait même les leaders hésitants. Mais à Livourne, l'année d'après, l'adhésion restant toujours une promesse, le groupe des communistes dans le P.S.I. dut se séparer des socialistes pour réaliser ce qui avait été décidé l'année avant. A Milan, en 1921, l'opportunisme en prévalence dans le parti se refusa à expulser les réformistes, mais... s'empressa de renouveler son adhésion à Moscou. A Rome enfin, l'automne dernier, eut lieu pour la dernière fois cette comédie des erreurs, bien italienne. Le P.S.I. se débarrassa finalement des réformistes et adhéra *inconditionnellement* à Moscou.

Le réformisme italien venait à ce moment de subir un grand échec : après avoir flirté plusieurs années avec les partis bourgeois et avoir refusé sa collaboration à maintes reprises, au moment où il se décida au suprême sacrifice, il se vit répondre par un fin de non-recevoir. C'est que la bourgeoisie, à qui le réformisme italien avait tenu la dragée haute tant de temps, s'était aperçu que l'heure du « sacrifice » était tardive. Elle avait d'ailleurs vu au loin surgir la vive clarté de l'étoile libératrice du fascisme. Les maximalistes qui s'étaient montrés conciliants avec les réformistes tant que ceux-ci n'admettaient la collaboration qu'en théorie, quand ils virent que Turati, D'Aragona et Cie de la théorie étaient passés à la pratique, durent se décider à se séparer d'eux, non sans regret, en larmes. Puis pour compléter leur tardive purification ils renouvelèrent leur adhésion à Moscou et envoyèrent une commission pour le baptême dans le Jourdain de la Moscova. Pendant qu'à Moscou Serrati et ses amis « négociaient » pour la fusion, survinrent en Italie les faits historiques qui amenèrent au pouvoir le fascisme. Nenni, Vella et leur bande profitèrent de l'absence des chefs maximalistes pour faire eux aussi leur fameux « coup... de rédaction » et s'emparèrent de l'*Avanti!* et établirent leur dictature sur le parti. Par euphémisme, ils donnèrent à cette dictature l'enseigne de « Défense Socialiste ».

Le Congrès de Milan qui vient d'avoir lieu a été préparé dans des conditions désastreuses. La terreur fasciste a empêché les membres du parti de se réunir et de faire délibérer régulièrement une partie notable des sections, et de permettre le contrôle du vote dans beaucoup d'endroits, l'arrestation des délégués au Congrès de Moscou, tout cela enfin a fait que le Congrès ne pouvait être l'expression réelle de la volonté et de la pensée de ses membres. Seul le Comité de « Défense So-

cialiste », composé en grande partie de la bureaucratie du parti, profitant de la situation de faveur dont il jouissait, a pu envoyer presque partout ses propagandistes pour recueillir les « votes impératifs ». La fraction des terzinternationalistes après avoir essayé de faire renvoyer le Congrès, puisqu'il était impossible de le voir se dérouler régulièrement, a dû y renoncer devant l'opposition du Comité de Défense.

Qu'était-ce donc ce Comité de Défense ? On peut dire que tous ses membres, à des titres divers, étaient des adversaires de la 3^e Internationale. C'est d'abord Vella qui à Rome, malgré ses déclarations contre l'I.C., resta dans le P.S.I. et qui ne se différencie en rien des réformistes, si ce n'est par son manque de sincérité. Il est opposé à la dictature du prolétariat, et n'admet que les principes démocratiques. Sa fureur anticommuniste est en rapport inverse avec sa taille. Il est en outre opposé au « militarisme rouge » et ses racines pacifistes le lient fortement à la petite bourgeoisie. Ancien secrétaire du P. S. I. aux « temps glorieux », il est habitué à l'autonomie et la réclame fortement pour le parti. Ses intimes disent cependant que la raison principale de son aversion communiste doit être recherchée dans la frayeur qu'il a des représailles fascistes.

Nenni, qui est venu au socialisme après l'armistice, des rangs républicains francs-maçons, réclame lui aussi l'autonomie pour le P.S.I. Il est opposé au « centralisme oligarchique » du « Comintern » et à l'article 9 de l'I.C. sur l'expulsion, car il n'oublie pas le cas Fabre. La bannière derrière laquelle se cache ce Comité de Défense Socialiste, qui défend le socialisme contre l'Internationale Communiste, porte visiblement le nom de Lazzari. Ce vieux militant, qui est un des fondateurs du P.S.I., s'est entêté avec cette caractéristique des vieillards, sur l'inutilité du changement de noms. Pour lui la question de la fusion se heurte spécialement à ce changement de nom. Il ne voit d'ailleurs rien à critiquer sur la politique d'opportunisme du P.S.I. et quoiqu'il reconnaisse qu'il n'y a pas de forces révolutionnaires en dehors de l'Internationale Communiste, il n'arrive pas à se détacher du traditionalisme parlementaire et à accepter entièrement les principes, les méthodes et la tactique de la politique communiste.

De là son manque d'élasticité de pensée qui ne lui permet pas de s'assimiler et de comprendre entièrement les expériences de la révolution russe.

C'est pourquoi il s'est laissé passivement enrôler par les adversaires de la 3^e Internationale : mais dans le cours des débats, au Congrès, ayant vu les dangers d'une rupture avec Moscou, il s'est détaché du Comité ; mais il n'est arrivé qu'à mi-chemin, hésitant à faire le dernier pas qui l'eût amené au sein de l'Internationale.

C'est contre ce Comité de Défense qu'avait à lutter la fraction terzinternationale qui depuis le Congrès de Rome a fait des efforts louables pour amener le parti au sein de la 3^e Internationale. Cette fraction a compris que pour pouvoir faire de l'action révolutionnaire il fallait transformer la structure et les méthodes du « vieux glorieux parti » ; il fallait transformer complètement le système d'organisation et la mentalité traditionnelle du parti. Il fallait à tout prix rompre avec le passé. Et pour atteindre ce but il n'y a qu'un seul moyen : la fusion avec le Parti Communiste.

Mais les fusionnistes ont dû travailler dans des conditions peu favorables, vu la situation actuelle en Italie. Le Congrès de Milan a donné comme résultats : 5.361 votes pour le Comité de la défense, c'est-à-dire contre l'Internationale Communiste ; 3.908 pour l'Internationale Communiste. Dans ce dernier chiffre sont compris les fusionnistes qui acceptent non seulement l'adhésion à l'I.C. mais même la fusion immédiate avec les communistes sur la base des conditions établies

par le 4^e Congrès mondial (fraction Maffi) et ceux qui veulent rester avec l'I.C. mais n'acceptent pas la fusion immédiate et les conditions établies par le Comintern. (Fraction Lazzari). Cependant il est possible que la minorité actuelle puisse un jour devenir majorité : c'est pourquoi l'I.C. qui n'a pas voulu que les contre-révolutionnaires puissent faire du P.S.I. ce qu'ils veulent, a déclaré qu'elle est disposée à attendre encore et à provoquer d'autres discussions, prête à examiner d'une façon conciliante les propositions que les socialistes italiens lui feront. Le prolétariat italien qui ne se sent pas entièrement battu comprend que pour entreprendre de nouveau la lutte le front unique prolétarien est indispensable.

Le P.C.I. tenant compte de cette volonté et de cette nécessité et eu égard à la situation particulière dans laquelle se trouvent les deux partis, vient de faire une proposition formelle au P.S.I. de constituer ensemble « un bloc prolétarien » pour faire face à l'offensive fasciste.

Edmondo PELUSO.

Les forces syndicales d'à présent

Avant la guerre, il y avait dans le monde près de 10 millions de syndiqués. La mobilisation et la passivité politique et syndicale du prolétariat diminuèrent fortement ces effectifs dans la première année de la guerre. Sauf en Angleterre, les syndicats perdirent, dans presque tous les pays belligérants, plus de la moitié de leurs effectifs.

En 1916, le revirement commence. En 1919-20, le mouvement syndical traverse dans tous les pays une phase de développement extraordinairement rapide. A la fin de 1920, il embrasse peut-être 50 millions d'hommes. Mais à partir du début de 1921, l'offensive du capital commence à désagréger cette grande armée ouvrière.

Elle ne constitue pas aujourd'hui un bloc. Elle est divisée *politiquement, nationalement et religieusement*. Les syndicats réformistes y forment la masse la plus compacte ; viennent après les syndicats révolutionnaires, puis les syndicats indépendants, puis les syndicats catholiques, démocratiques-libéraux, protestants, évangéliques, nationaux (tchèques, allemands), fascistes et, enfin, ceux des briseurs de grèves. Ne constituent d'organisation internationale que les réformistes et les révolutionnaires. Les catholiques ont manifesté l'intention de fonder leur Internationale : ce n'est encore qu'un projet.

Nous avons en présence :

- 1^o La Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam ;
- 2^o 29 Fédérations internationales d'industrie ;
- 3^o L'Internationale Syndicale Rouge (Moscou) ;
- 4^o 13 Comités internationaux de propagande dans les Fédérations d'industrie (Moscou).

1^o. — Amsterdam

Amsterdam groupe 24 Centrales syndicales dont quatre hors d'Europe : Argentine, Pérou, Canada et Afrique du Sud. Des minorités révolutionnaires travaillent dans leur sein contre leurs dirigeants. La F. S. I. d'Amsterdam compte environ 21 millions de membres, dont 15 millions en Allemagne et en Angleterre. Les 22 autres pays n'ont ensem-

ble que 6 millions de syndiqués. La statistique d'Amsterdam additionne tous les membres des organisations inscrites sans considération de tendance — et enfile un peu ses chiffres.

L'Italie, par exemple, y figure, pour 1923, avec 1 million 200.000 membres, alors que les syndicats réformistes n'y comprennent pas plus de 200.000 adhérents, dont la moitié combattent Amsterdam et leurs propres dirigeants. La C. G. T. réformiste française y figure avec 756.000 adhérents, alors qu'elle n'en a pas plus de 250.000. Les réformistes bulgares y annoncent 14.000 membres, alors qu'ils n'en ont pas 1.000. Les Grecs 170.000, alors qu'ils en ont moins de 50.000. La Grande-Bretagne, enfin, annonce le beau chiffre de 6.500.000, mais nous savons que le Congress des Trade Unions ne compte qu'avec 5 millions d'adhérents, dont 15 % au moins se prononcent pour P. S. R. Enfin, il y a en Allemagne, dans les syndicats réformistes (8.400.000) une solide minorité révolutionnaire dont l'influence ne s'étend pas à moins de 3 millions de syndiqués. En un mot, si nous dressions le tableau des effectifs véritables d'Amsterdam, les révolutionnaires adhérant à P. S. R. défalqués, nous arriverions peut-être au total maximum de 15 millions.

2^o. — Fédérations internationales d'industrie

Les Fédérations internationales d'industrie embrassent les mêmes syndiqués et comptent 20 millions de membres. Ce sont des bureaux d'informations et de statistiques. Leurs statistiques sont pourtant sommaires. Les ouvriers du bâtiment ont jusqu'à 3 Internationales de métiers. Le Livre en a trois aussi (imprimeurs, relieurs, lithographes). Il y a des Internationales de coiffeurs (12.000), de fourreurs (13.000), de chapeliers, de potiers, qui cristallisent internationalement leur particularisme corporatif. Les fédérations les plus fortes sont celles des métallurgistes (3.400.000), des mineurs (2.600.000), des transporteurs (2.300.000), du textile

(1.000.000), du bois (830.000), du bâtiment (800.000). Elles sont loin de comprendre tous les syndicats de ces industries et les minorités rouges y sont fortes.

La F. S. I. d'Amsterdam et les fédérations qui en dépendent constituent une grande force conservatrice entravant la lutte des classes. La banqueroute de la 2^e Internationale et, dernièrement, la passivité de la F. S. I. en présence de l'occupation de la Ruhr, ont fait naître dans les fédérations une gauche dont l'importance est encore difficile à apprécier. Amsterdam en est pourtant affaiblie. Ce n'est plus, à vrai dire, qu'une « boîte aux lettres ».

3° — L'I. S. R.

L'I. S. R. est avant tout une *organisation internationale*. Vingt-deux Centrales et organisations minoritaires y adhèrent en dehors de l'Europe : Australie, Etats-Unis, Canada, Uruguay, Brésil, Argentine, Indonésie, Chine, Inde, Japon, Corée, Perse, Turquie, Egypte, Mexique, etc.). Pas un pays au monde dont le prolétariat ne soit rattaché à l'I. S. R. par des liens d'organisation et par des liens politiques.

L'I. S. R. est constituée par des centrales syndicales nationales (Russie, France, Tchéco-Slovaquie, Bulgarie, Esthonie, Perse, etc.) et par de fortes minorités révolutionnaires (Angleterre, Allemagne, Etats-Unis, Belgique, Autriche, Suisse, Italie, Espagne, Pologne, Tchéco-Slovaquie, Scandinavie). Enfin, dans de nombreux pays, les excès de la terreur blanche empêchent seuls l'adhésion du mouvement syndical à l'I. S. R. (Roumanie, Italie, Yougo-Slavie, Hongrie, Finlande, Lettonie, Pologne, Grèce). Rappelons à ce propos le tout récent procès Foster, qui s'est déroulé aux Etats-Unis, notre camarade américain étant surtout accusé de propagande pour l'I. S. R.

Mais si nous considérons pour certains pays (Russie, France, etc.) des statistiques précises, pour d'autres (Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, etc., etc.), le degré d'influence politique, pour des troisièmes (Yougo-Slavie, Finlande), la *tendance générale du mouvement*, nous arrivons à conclure que les effectifs de l'I. S. R. varient entre 12 et 13 millions de syndiqués. Et notre organisation est unie, compacte, combative. Une seule raison l'a empêchée maintes fois d'agir : c'est qu'une grande partie de ses forces est encore comprise dans les masses d'Amsterdam, où elle travaille à fortifier ses positions.

4° — Les Comités de propagande

Treize Comités internationaux de propagande, correspondant à des fédérations d'industrie, se rattachent à l'I. S. R. Dans les transports, le bâtiment et le bois, nous comptons maintenant sur près de la moitié des forces internationales ; chez les métallurgistes, les mineurs et les travailleurs du cuir, nous comptons sur 30 à 40 % des fédérations internationales.

Mentionnons encore, pour ne rien oublier, une Internationale fantôme : l'*Association Internationale des Travailleurs* (!), constituée, il n'y a pas longtemps, par quelques petits groupes syndicalistes libertaires d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne, et qui n'a de sérieux que son nom, emprunté à la 1^{re} Internationale. Elle est caractérisée par la verbosité, l'inaction et la débilité. Son but est de

préserver le mouvement syndical international de l'I. S. R., du communisme et de la Révolution russe. Elle n'a, dans le mouvement ouvrier international, aucune importance.

Telle est la situation. Une formidable organisation prolétarienne, en partie aux mains de la bourgeoisie, en partie sous son influence, en partie insurgée contre elle. Le travail de l'I. S. R. au cours des dernières années, montre que la transformation de cette force conservatrice en une force révolutionnaire n'est pas utopique. Conquérir l'immense force potentielle des syndicats réformistes, encore suivis par des dizaines de millions d'ouvriers, c'est préparer la révolution sociale. Cette conquête, lentement sans doute, nous la poursuivons.

Amsterdam et le réformisme suivent une courbe descendante. L'I. S. R., pénétrée d'esprit communiste, suit une courbe ascendante. C'est là ce qui nous inspire, en l'avenir, la plus grande confiance.

A. LOZOVSKY.

RENÉ MARCHAND

René Marchand, l'auteur de la Condamnation d'un Régime, ne semblait pas destiné à écrire un tel livre.

Fils d'un procureur général d'Agen, neveu du libustier Gaston Calmette qui finit sa vilaine carrière sous le revolver de Mme Caillaux, il était parti pour la Russie avec des idées réactionnaires. A Saint-Petersbourg, il devint vite monarchiste, sous l'influence de ses relations de Cour, de ministères et d'ambassades.

Comme correspondant du Figaro et du Petit Journal, il fut introduit dans les milieux dirigeants. Il fut ainsi témoin de maintes turpitudes. Il vit à l'œuvre les Delcassé et les Paléologue.

Son monarchisme n'était, au fond, qu'un aspect secondaire de son amour pour la Russie. Il croyait le régime impérial inséparable de la grandeur et de la prospérité de la Russie.

La guerre, puis la révolution, puis l'avènement du bolchevisme déchirèrent le voile qui lui cachait les réalités. L'exemple de Sadoul fit le reste : René Marchand adhéra au Parti communiste, rompit ainsi avec la société bourgeoise.

Il travailla longtemps aux Archives secrètes du tsarisme. Il mit au jour des documents qui éclairèrent d'une façon décisive la politique européenne et ses dessous depuis vingt ans.

Son livre, la Condamnation d'un Régime, est un réquisitoire ardent, documenté, bourré de faits, irrésistible, contre le régime maudit du capitalisme. Il faut lire et répandre un tel livre, qui convertira bien des sceptiques. — Jean BOUQUIN.

P.-S. — La *Condamnation d'un Régime*, sur laquelle la presse bourgeoise fait le silence, est en vente au prix de 4 francs à la Librairie de l'*Humanité*, 120, rue Lafayette, Paris. (Chèque postal, 25-517).

Les responsables du crime de Lausanne

L'I.C. et l'I.S.R. aux travailleurs de tous les pays

Le plénipotentiaire de la Russie à Lausanne, Vorovsky, a été assassiné par un complice suisse de l'Entente. Les missions diplomatiques de Lausanne n'ont évidemment pas organisé elles-mêmes au grand jour son assassinat. Le crime a été préparé avec habileté, dans le secret des diplomates. On a d'abord laissé répandre par la presse capitaliste réactionnaire, contre le représentant russe, le poison fasciste ; puis, on a lâché contre lui la « Ligue Nationale ».

Il est évident que la menace de manifestations fascistes devant la résidence du représentant russe ayant été ouvertement formulée, la conférence de Lausanne n'avait qu'à dire un mot pour empêcher le crime. Il est tout aussi évident qu'il suffisait du moindre signe de sa part pour le provoquer.

Le crime s'est accompli au pays de la plus vieille démocratie du monde. Par sa complicité dans la préparation du meurtre, le gouvernement suisse s'est montré fidèle à l'impérialisme de l'Entente.

La diplomatie impérialiste a donc remporté une victoire de sa façon sur la délégation russe à Lausanne. Elle avait d'abord tenté d'atteindre ses fins par d'autres moyens. Au lendemain de la victoire de l'armée turque, servant en Asie-Mineure les intérêts de l'impérialisme français, sur les Grecs, les puissances avaient invité la Russie à participer aux négociations concernant les Dardanelles. Le gouvernement britannique était contraint de passer d'une guerre criminelle à des négociations diplomatiques. Il devait tenir compte de la Russie soviétiste. Sa diplomatie espérait une rivalité entre la Russie et la Turquie. La décision fût ainsi restée à l'Entente. Ce calcul fut déjoué. La délégation russe se prononça pour l'indépendance nationale complète du peuple turc et pour l'ouverture des Dardanelles à la navigation commerciale et leur fermeture à toutes les flottes de guerre. Dès cet échec, la diplomatie anglaise travailla à l'exclusion de la Russie soviétiste des négociations. Dans ce but, les négociations de Lausanne furent interrompues pour un temps indéterminé et reprises après de longues intrigues. Il était malaisé à l'Entente de reconnaître en n'admettant pas la Russie à Lausanne que la seule présence d'une délégation soviétiste ne lui permettait pas d'asservir la Turquie. Elle espérait l'abstention de la Russie. L'accès de la conférence ne fut ni accordé ni refusé à Vorovsky. Ce dernier se trouva dans un guet-apens.

Tel est la diplomatie capitaliste. Il est fort possible que les représentants de la Turquie finiront par s'agenouiller devant elle. Les nationalistes turcs sont loin de représenter les intérêts de leur peuple, servant avant tout les intérêts de la classe possédante. Peut-être se laisseront-ils entraîner par leurs intérêts de classe à livrer l'avenir du peuple turc au capital de l'Entente. Quelle serait la portée de leur geste ? La voie de l'impérialisme anglais vers les pétroles russes de Bakou et les richesses naturelles de l'Oural, comme vers Constantinople, et toute la Turquie à coloniser, passe par les Dardanelles. Ce n'est pas tout. Si la Turquie cède devant l'Entente, c'en est fait aussi de l'indépendance de la Perse, de l'Afghanistan et des peuples de l'Orient méditerranéen. En soumettant la Turquie, l'impérialisme pense en finir avec les aspirations d'émancipation nationale des peuples de l'Égypte et des Indes. Sa victoire dans

le Levant compromettrait jusqu'au développement indépendant de la Chine.

La liberté des peuples de l'Asie se dispute aux Dardanelles et la Russie des soviets est la seule puissance défendant cette position. Les balles tirées sur le plénipotentiaire russe à Lausanne ont touché l'avenir national et le mouvement d'émancipation des peuples de l'Asie. L'instigateur principal du crime, lord Curzon, a, dans sa note du 8 mai à la Russie soviétiste, exposé le but de ces coups. A l'entendre, les intérêts de l'impérialisme britannique sont partout menacés par la Russie ; les espions de l'Entente à Moscou sont gênés dans leurs mouvements ; les droits de la marine de guerre britannique ne sont reconnus ni dans la Mer Blanche ni dans la Mer Noire. Les exigences de lord Curzon vont plus loin encore : il refuse à la Russie le droit d'avoir en Perse et en Afghanistan des représentants diplomatiques reconnaissant la légitimité des aspirations des peuples de l'Asie à l'indépendance nationale. Ne peuvent vivre aux Indes que des esclaves. Les militants de la liberté des peuples et les amis de la Russie soviétiste n'y ont pas de place. Défense à l'Internationale Communiste de soutenir, dans sa propagande, le mouvement émancipateur des masses laborieuses des Indes et de l'Égypte. Lord Curzon n'a pas notifié autre chose à la Russie ; et l'acte de son complice suisse, l'assassin de Vorovsky, n'a fait que souligner son langage. Le gouvernement anglais ne pouvait mieux déposer le masque. Les coups de revolver de Lausanne ont éclairé la situation à tous les peuples exploités. Ce genre de propagande contribuera davantage à révolutionnariser l'Asie que les efforts de l'Internationale Communiste au cours de toute une année...

Les coups de revolver de Lausanne n'étaient pourtant pas dirigés exclusivement contre le mouvement émancipateur des peuples de l'Asie. Ils voulaient aussi atteindre le prolétariat révolutionnaire de l'Europe et du monde. Ils ont signifié la déclaration de guerre du fascisme gouvernant à la Russie, appui le plus sûr des travailleurs de tous les pays. Militants de tous les pays c'est sur vous, c'est sur une vedette de votre front international qu'on a tiré à Lausanne ! Et l'un des plus nobles serviteurs de votre cause, l'un des fils les plus éminents de la Russie révolutionnaire est tombé, première victime de l'offensive internationale du capital contre vous tous.

A cette provocation sanglante vous devez répondre en serrant les rangs, en redoublant d'énergie dans la lutte de classe, en scellant votre alliance révolutionnaire avec le prolétariat russe et avec les centaines de millions d'esclaves opprimés de l'Asie.

A vous de sauver le monde du cataclysme auquel le mènent les forbans impérialistes !

Action unanime de tous les exploités et opprimés de la terre !

Contre l'impérialisme assassin ! Contre le fascisme ! Vive le prolétariat russe victorieux ! Vive la révolution prolétarienne internationale !

L'Exécutif de l'Internationale Communiste,
G. ZINOVIEV. W. KOLAROV.

Le Bureau Exécutif
de l'Internationale Syndicale Rouge,
A. LOZOVSKY.

La prochaine session de l'Exécutif élargi

La réunion de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste a été fixée au 10 juin. Toutes les sections de la 3^e Internationale y envoyant des délégués, il aura l'importance d'un Congrès mondial.

La situation internationale du capitalisme, sans cesse aggravée dans tous les Etats bourgeois, a contraint la classe ouvrière consciente à appliquer les résolutions du 4^e Congrès de Moscou. Lorsque, au printemps de 1922, les principes du front prolétarien uni et du gouvernement ouvrier furent formulés pour la première fois, ils rencontrèrent une vive résistance dans maintes sections importantes de l'Internationale. Le front uni fut considéré comme manifestant un désir d'union avec les social-traitres ; l'organisation du front de combat commun à tous les exploités fut représentée comme une tentative de liaison avec les chefs social-démocrates ou les dirigeants syndicaux d'Amsterdam.

Cette crise dans les Partis Communistes fut surmontée bien moins grâce aux résolutions de l'Exécutif qu'à la puissance des faits économiques et politiques. La bourgeoisie sachant bien que les secrétaires de la F.S.I. d'Amsterdam n'oseraient pas engager de vastes luttes, infligea aux ouvriers de diverses industries isolées, dans plusieurs pays, d'impressionnantes défaites. La cruelle réalité a ainsi enseigné aux travailleurs que le front prolétarien uni est le mot décisif de la lutte des classes. Peu à peu, ce sont les masses qui imposent, désormais, l'organisation du front uni des exploités contre la volonté manifeste des social-démocrates et des leaders d'Amsterdam. Ces derniers, dans une situation vraiment critique, ne reculent devant aucun moyen pour sauver la mise. Nous convenons volontiers que les sections de l'I.C. ont encore à surmonter de grands obstacles avant de parvenir à la réalisation de l'union des masses prolétariennes. L'Exécutif élargi s'occupera amplement des résultats acquis depuis le 4^e Congrès mondial.

Dans certains pays, la question du gouvernement ouvrier est devenue rapidement d'actualité. Le prolétariat allemand a fait, à cet égard, d'intéressantes expériences pratiques. La bourgeoisie allemande sait, peut-être mieux que certains milieux ouvriers, que l'accord conclu entre le gouvernement social-démocrate de gauche de la Saxe avec le Parti Communiste saxon mettra bientôt à l'ordre du jour la lutte pratique pour le gouvernement ouvrier dans le pays tout entier. En Allemagne, c'est un fait incontestable : les masses laborieuses, même éloignées des sphères d'influence du P.C. se convainquent que, seul, ce dernier a la force et l'énergie nécessaires pour tirer le prolétariat de sa situation réellement désespérée.

Il est bien compréhensible que la série d'expériences qui va du *putsch* de Kapp au meurtre de Rathenau soit sujette à diverses interprétations de la part des militants du Parti allemand à un moment où la situation de l'Allemagne est si critique. L'impatience révolutionnaire d'un côté ; une évaluation extrêmement prudente des forces de l'autre ont abouti à des conflits d'opinions surmontés, il est vrai, en grande partie, mais dont l'Exécutif élargi aura à s'occuper.

Les événements de la Ruhr ont ouvert les yeux à un grand nombre de prolétaires de France et d'Allemagne. La crise de la Ruhr n'est pas celle de la bourgeoisie allemande et de l'impérialisme français ; elle est autrement profonde : c'est la crise de l'économie capitaliste mondiale. En 1914, les divers groupements des puissances pouvaient commencer une guerre conforme à leurs intérêts égoïstes, aux dépens de la classe ouvrière. En 1923, elles se sont heurtées immédiatement à la résistance des masses ouvrières guidées par les partis communistes et à celle des milieux énergiques de toute la population laborieuse. La bourgeoisie mondiale doit comprendre que toute guerre nouvelle hâterait sa fin.

Mais la perspective de régler « pacifiquement » les difficultés intérieures des pays capitalistes devient de plus en plus problématique. La désagrégation économique de l'ordre capitaliste prépare l'action et la victoire finale du prolétariat. Tous les problèmes qu'elle pose, groupés autour du problème central de la Ruhr, seront débattus à l'Exécutif élargi.

Tandis que fléchit l'influence du réformisme sur les foules ouvrières, les classes dirigeantes témoignent — naturellement — de moins en moins d'intérêt aux socialistes de gouvernement qui lui ont été si précieux jusqu'à présent. Elles commencent à traiter de haut ces amis et alliés d'hier. Chose bizarre, plus elles les malmenent et plus ils se montrent attachés à la coalition avec les exploités du prolétariat. Les Scheidemann, les Noske, les Hilferding et tant d'autres ne savent que trop bien que leur situation dans le mouvement ouvrier est irrémédiablement compromise. Seulement, leurs complaisances, leurs platitudes à l'égard des maîtres de l'heure risquent fort de ne plus leur servir de rien.

La bourgeoisie s'est constituée un nouveau rempart dans le mouvement fasciste appelé à mieux défendre ses intérêts. Le fascisme mobilise toutes les réserves de la contre-révolution. Ailleurs, applaudie par tous ses partis de « démocratie », la bourgeoisie détruit sciemment toutes les acquisitions de la démocratie. Les lois scélérates promulguées en Pologne, en Yougo-Slavie, en Tchéco-Slovaquie seront infailliblement imitées dans de grands Etats capitalistes. Les législateurs espèrent, en mettant le mouvement communiste « hors la loi », briser pour longtemps la résistance croissante des masses laborieuses. — Les terribles expériences du prolétariat italien et les événements récents de Tchéco-Slovaquie, d'Autriche, d'Allemagne, des Etats balkaniques occuperont donc également une place importante dans les délibérations de l'Exécutif élargi.

Alois NEURATH.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.